

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 26 janvier 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le règlement des Comités de la cote près des bourses de fonds publics et de change du Royaume", a donné le 10 mai 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 januari 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het reglement van de Noteringscomités bij de openbare fondsen- en wisselbeurzen van het Rijk", heeft op 10 mei 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet d'arrêté royal constitue une mesure d'application en droit interne des règles contenues dans la directive 79/279/CEE du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, du 5 mars 1979.

1. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué au Conseil d'Etat, le présent projet n'a pas pour objet de transposer toutes les dispositions de la directive. Des mesures, à cet égard, seront prises par des arrêtés royaux encore en préparation.

2. L'arrêté en projet est examiné en faisant abstraction, la terminologie mise à part, du projet de loi sur les marchés financiers, qui prévoit la disparition du comité de la cote et qui modifie les dispositions servant de fondement au présent arrêté.

3. Chaque fois que le mot "titres" est utilisé dans le projet et qu'il ne désigne pas le document représentatif de la valeur mobilière, il faut le remplacer dans le texte français par les mots "valeurs mobilières".

.../...

EXAMEN DU TEXTE.Intitulé.

L'intitulé est muet quant à l'admission des titres à la cote. Il pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux comités de la cote auprès des bourses de valeurs mobilières du Royaume et à l'admission des titres à la cote".

Préambule.Alinéa 1er.

Il convient d'écrire, à la fin, "... et l'article 102 remplacé par la loi du 9 mars 1989".

Alinéa 3.

L'alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la directive 79/279/CEE du Conseil du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, modifiée par la directive 82/148/CEE du Conseil du 3 mars 1982 et par la directive 88/627/CEE du Conseil du 12 décembre 1988;"

.../...

Dispositif.

Chapitre Ier - Les comités de la cote.

Il est suggéré d'utiliser le singulier dans l'intitulé du chapitre Ier, de la section 1ère, ainsi que des sections 2 et 3, comme cela est fait d'ailleurs dans les articles 1er à 18 groupés dans ce chapitre.

Article 1er.

L'adverbe "éventuellement" ne concerne que l'élection facultative d'un ou de plusieurs vice-présidents.

Au contraire, la fonction de trésorier doit être assurée, tant en raison de l'importance des redevances qui sont à percevoir que pour permettre le fonctionnement de l'organe collégial que constitue un bureau de trois membres.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 1er, alinéa 1er :

"Article 1er. Chaque comité de la cote élit en son sein un bureau composé d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et, éventuellement, d'un ou de plusieurs vice-présidents".

Article 3.

L'article 3, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Il prend les mesures, notamment la suspension et la radiation des titres, qui sont de la compétence du comité de la cote, lorsque celles-ci ne peuvent être différées jusqu'à la prochaine réunion du comité".

Article 4.

L'article 4, alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"En cas d'urgence, il prend les mesures utiles que requiert la protection de l'épargne et qui ne peuvent pas être différées jusqu'à la réunion du bureau, notamment celles visées à l'article 3, alinéa 2".

L'article 4, alinéa 5, serait mieux rédigé comme suit :

"En cas d'empêchement du président, un vice-président ou, à défaut, le membre le plus ancien du bureau le remplace dans toutes ses fonctions".

.../...

Article 8.

L'article 8, alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"Le comité de la cote auprès de la bourse ...".

Article 10.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin de l'article 10, alinéa 2, il y a lieu d'ajouter : "(de son président), hormis le cas visé à l'article 7".

Article 11.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Pour être en harmonie avec l'article 15 du projet, il conviendrait de mentionner, dans l'article 12, les demandes de transfert d'un marché à l'autre.

.../...

Article 15.

A l'article 15, alinéa 1er, avant-dernière ligne, il y a lieu de remplacer le mot "et" par le mot "ou".

A l'article 15, alinéa 3, il convient d'écrire, dans le texte français : "et le secrétaire ou par leur remplaçant".

Article 16.

A l'article 16, alinéa 2, dernière ligne, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "par écrit à la suite de ces communications".

Il paraît exister une discordance entre les textes néerlandais et français. Dans le texte néerlandais, il est question de : "... bemerkingen die gedurende deze acht dagen ... zouden ingezonden worden", tandis que le texte français porte que : "Au cours de cette huitaine, le Comité ... examine".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'alinéa 2 comme il est suggéré dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 17.

A la troisième ligne, il faut écrire : "à terme qu'au plus tôt quinze jours francs ...".

Chapitres II à V.

L'usage recommande :

- d'écrire, dans le texte français, "section 1re", "§ 1er" (articles 25, 26, 28, 30, 32, 34, 39 et 41);
- de ne pas diviser un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte au moins deux alinéas (articles 19, 20, 23 et 41).

Article 19.

L'article 19, § 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 19. Quiconque sollicite l'admission à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume, de valeurs mobilières visées à l'article 22, est tenu d'en faire la demande au comité de la cote en y joignant les pièces exigées par l'article 29".

L'article 19, § 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le comité de la cote notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans les trois mois à compter de la date de la réception de la demande. Si, dans ce délai, des renseignements complémentaires sont demandés, la décision est notifiée dans les trois mois à compter de la réception de ces renseignements".

Article 20.

A la fin de l'article 20, § 1er, devenant l'alinéa 1er, il a lieu d'écrire : "cote officielle, ne produit ses effets qu'après que le ministre des finances a donné l'autorisation prévue par cet article".

L'article 20, § 2, devenant l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"La décision du comité de la cote d'admettre une valeur mobilière soumise au titre II de l'arrêté royal nE 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, ne produit ses effets qu'après que la Commission bancaire a donné l'approbation prescrite par l'article 29ter, § 1er, du même arrêté et qu'après qu'un prospectus a été rendu public et un avis publié conformément à l'article 29, § 1er, du même arrêté".

Article 21.

Dans le texte français de l'article 21, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "celle-ci" par les mots "cette admission".

Le texte néerlandais du même alinéa 1er en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'article 21, alinéa 2, il faut écrire : "Par dérogation à l'alinéa 1er ...".

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire in fine : "...onmiddellijk tot de officiële notering worden toegelaten".

A l'intitulé de la section 2, il faut remplacer le mot "titres" par les mots "valeurs mobilières".

Article 22.

La formule "sans préjudice de l'application ..." est généralement déconseillée par la section de législation. Il faut donc omettre les mots "Sans préjudice de l'application ...".

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de supprimer la première conjonction "et" et de la remplacer par une virgule.

ST.

- -

L. 19.618/2.

Au 1E et au 2E, il y a lieu d'écrire : "par des personnes morales, privées ou publiques, belges ou étrangères;".

Dans le texte néerlandais du 1E, il faudrait écrire "zetel" au lieu de "maatschappelijke zetel".

+

L'article 22, 2E, n'ajoute ou ne retranche rien à l'article 16, 2E, de l'arrêté royal du 2 septembre 1960 portant règlement du comité de la cote de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles.

La même observation vaut pour le 3E.

+

Article 23.

L'article 23, § 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 23. § 1er. Les actions, parts et obligations visées à l'article 22, 1E, ...".

.../...

Le 2E serait mieux rédigé comme suit :

"2Eque la constitution et le fonctionnement de l'émetteur soient conformes aux lois et règlements;".

Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3Eque les actions, parts et obligations soient conformes aux lois et règlements et librement négociables;".

Le 4E serait mieux rédigé comme suit :

"4Equ'au cas où la demande d'admission porte sur des obligations convertibles ou sur des obligations avec les droits spéciaux qui y sont attachés, les actions ...;".

La directive ne permet la cotation des actions d'une société que si ses capitaux propres atteignent au moins un million d'unités de compte européennes, c'est-à-dire actuellement 42.360.000 francs.

En fixant dans l'article 23, 7E, la limite minimum à 50.000.000 francs, le projet d'arrêté royal aura pour effet d'empêcher l'inscription en bourse des actions des sociétés dont les capitaux propres sont compris entre 42.360.000 et 50.000.000 francs.

Cette application restrictive de la directive paraît permise par l'article 5 de celle-ci, qui autorise l'application de conditions plus rigoureuses.

.../...

Toutefois, le schéma A, I, 2, alinéa 3, de la directive dispose ce qui suit :

"Un Etat membre ne peut exiger un montant plus élevé de capitalisation boursière prévisible ou de capitaux propres pour l'admission à la cote officielle que s'il existe dans cet Etat un autre marché réglementé, de fonctionnement régulier, reconnu et ouvert, pour lequel les exigences en la matière sont égales ou inférieures à celles visées au premier alinéa".

On peut se demander si les ventes publiques mensuelles, auxquelles on peut inscrire les offres de toute espèce de valeur mobilière, peuvent être considérées comme un marché répondant aux exigences prévues par le schéma A, I, 2, alinéa 3, de la directive.

Cette observation vaut également pour l'article 24, 7E, du projet.

Au 9E, il y a lieu d'écrire, à la troisième ligne, "conformément au droit qui la régit, ...".

Le 10E serait mieux rédigé comme suit :

"10E que les valeurs mobilières soient cotées et fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres de la Communauté économique européenne ou qu'elles soient à la fois cotées et fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un autre pays".

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Les actions et parts émises par des sociétés ressortissantes d'un Etat qui n'est pas membre de la Communauté économique européenne, ne peuvent, sans être cotées dans le pays d'origine ou de diffusion principale, être admises à la cote officielle que si cette absence de cotation n'est pas due à la nécessité de protéger les investisseurs".

Article 24.

Les 3E et 4E appellent la même observation que celle faite sous l'article 23, 2E et 3E.

Au 10E, la condition qui y est exprimée n'est pas claire, notamment en raison des mots "dont dans tous les cas la Belgique;".

Il convient de revoir le texte en projet.

Article 25.

L'article 25, § 1er, alinéa 1er, serait, dans le texte français, mieux rédigé comme suit :

", si à la suite de modifications de la contrevaletur en francs belges de l'ECU, ces montants sont, ...".

Cette observation vaut également pour l'alinéa 2 du même paragraphe.

.../...

Article 26.

On écrira, au paragraphe 1er, alinéa 1er, "visée à l'article 23, § 1er, 10E ..." et, à l'alinéa 2 du texte français, "sur la base d'autres critères que ceux qui sont visés à l'alinéa 1er".

Article 27.

A la quatrième ligne avant la fin, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "dont la cotation est demandée, établisse qu'elle respecte les dispositions ...".

Article 28.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 4E, il convient d'écrire après les mots "l'année de remboursement", les mots "et s'il diffère de la valeur nominale, le prix de remboursement, ainsi que, le cas échéant, les conditions d'exercice des (warrants)".

Le mot "warrants" est utilisé ici dans un sens qui n'est pas celui qui est défini dans l'article 1er de la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants.

Il convient, dès lors, de le remplacer par un mot ou un membre de phrase visant plus explicitement les droits qui sont ainsi visés.

Au 10E, g, il faut écrire : "de nature à renforcer

.../...

la prévention de la contrefaçon et de la falsification".

Au paragraphe 1er, alinéa 2, on écrira : "Par dérogation à l'alinéa 1er, 1E, les titres ...".

Au paragraphe 1er, alinéa 3, on écrira : "Par dérogation à l'alinéa 1er, 1E, et à l'alinéa 2, ...".

Au paragraphe 1er, alinéa 4, il convient d'écrire : "La mention ... visée à l'alinéa 1er, 4E, est remplacée ... (la suite comme au projet)".

+

L'intitulé du chapitre III serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre III. Devoirs des sociétés, des personnes morales dont les valeurs mobilières sont cotées et des sociétés qui gèrent ou administrent un fonds commun de placement dont les certificats sont cotés".

+

Article 30.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 1E, a), devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 1er, 1E, b), il y a lieu d'écrire :

.../...

"b)avant l'échéance, de toute attribution accordée contre remise de coupons détachés;".

La même proposition de texte vaut pour l'article 31, 1E, b).

Le d) serait mieux rédigé comme suit :

"d)annuellement, le cas échéant, de l'état ..., avec la mention des causes qui ...;".

Cette observation vaut également pour l'article 30, § 2, 1E, d).

Article 32.

La rémunération prévue par l'article 32, § 1er, n'est admissible que s'il s'agit de valeurs mobilières dont l'inscription à la cote n'est pas obligatoire.

Si, au contraire, l'inscription à la cote d'une valeur mobilière devait être obligatoire, la rémunération prévue constituerait un impôt, au profit de l'Etat, lequel doit, suivant l'article 110, alinéa 1er, de la Constitution, être établi par la loi.

Dans la même hypothèse, le pouvoir donné au ministre par l'article 32, § 2, alinéa 2, d'adapter le montant de la redevance annuelle, ne peut lui être confié que si cette

.../...

adaptation est liée à un critère objectif, comme, par exemple, l'indice des prix à la consommation.

Article 33.

Le pouvoir est donné par l'article 33 au comité de la cote de subordonner l'admission à la cote d'une valeur mobilière aux conditions qui lui seraient particulières.

La règle en elle-même n'est pas contraire à l'égalité de traitement, mais l'usage qui en serait fait pourrait, le cas échéant, être contraire au principe d'égalité inscrit dans l'article 6 de la Constitution, dans la mesure où la condition imposée ne correspondrait pas à une situation particulière.

Sous cette réserve, il vaut mieux écrire :

"Art. 33. Dans le seul but ...".

D'autre part, il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français, le texte néerlandais visant "l'épargne" et le texte français " la protection du public".

Il semble plus conforme à l'intention des auteurs du projet, que l'épargne soit visée.

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'article 33 comme il est suggéré dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 34.

En ses paragraphes 1er à 5, l'article 34 confie au comité de la cote le pouvoir de déroger aux conditions d'admission prévues dans les articles 22, 23 et 24. Ce pouvoir de dérogation exclut l'exercice par le comité de la cote d'un pouvoir réglementaire.

A cet égard, il convient de rappeler que, suivant l'article 7 de la directive du Conseil 79/279/CEE du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs,

"Les dérogations aux conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle qui seraient autorisées conformément aux schémas A et B doivent être d'application générale pour tous les émetteurs lorsque les circonstances qui les justifient sont similaires".

Pour éviter que le comité de la cote fasse de son pouvoir de dérogation un usage discriminatoire, l'arrêté en projet doit reproduire la règle énoncée à l'article 7 précité.

Pour qu'il soit possible de vérifier si cette décision a été prise en ayant égard à l'intérêt de l'épargne comme le prévoit l'article 34, § 1er, il conviendrait que les décisions de dérogation soient motivées.

En outre, les dérogations accordées devraient faire ultérieurement l'objet de modifications de l'arrêté en projet de façon à assurer une application uniforme des dérogations.

A défaut, il faudrait organiser une publicité afin de permettre à chacun de s'assurer que le même traitement lui est réservé.

.../...

A l'article 34, § 5, par souci de concordance avec le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire, à la dixième ligne du texte français de l'article 34, § 5, "et lorsque la transparence des transactions ...".

Article 35.

A la quatrième ligne, il faut écrire : "l'admission peut porter préjudice à l'investisseur ...".

Article 36.

Aux alinéas 1er et 2, il y a lieu de remplacer le mot "règlement" par le mot "arrêté".

La même observation vaut pour les articles 38, 39, §§ 1er et 2, 40 et 42.

Article 38.

Le début de l'article 38 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 38. Le comité de la cote peut porter ou faire porter à la connaissance du public que des personnes ...".

.../...

Article 43.

La fin de l'article serait mieux rédigée comme suit :

"... peut exiger qu'ils soient accompagnés d'une traduction dans une langue nationale, établie par un traducteur juré".

Article 44.

Il convient d'énumérer les trois arrêtés en suivant l'ordre chronologique.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 44. Sont abrogés :

1E l'arrêté royal du 25 mai 1937 ...;

2E l'arrêté royal du 22 novembre 1950 ...;

3E l'arrêté royal du 2 septembre 1960 ...".

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp van koninklijk besluit is een maatregel om de voorschriften van richtlijn 79/279/EEG van de Ministerraad van de Europese Economische Gemeenschap van 5 maart 1979, toe te passen in het interne recht.

1. Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State heeft verstrekt, is het niet de bedoeling van het onderhavige ontwerp dat alle bepalingen van de richtlijn erin worden verwerkt. Daartoe zullen maatregelen worden genomen met koninklijke besluiten die nog in de voorbereidende fase zijn.

2. Bij het onderzoek van het ontworpen besluit wordt, behalve met de terminologie, geen rekening gehouden met het ontwerp van wet op de financiële markten, dat het noteringscomité doet vervallen en dat de bepalingen wijzigt die als rechtsgrond dienen voor het onderhavige besluit.

3. Telkens als in de Franse tekst van het ontwerp het woord "titres" wordt gebruikt en daarmee niet het effect als document wordt bedoeld, moet het worden vervangen door de woorden "valeurs mobilières".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Opschrift.

Het opschrift zegt niets over de toelating van de effecten tot de notering. Het zou dan ook beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit betreffende de noteringscomités bij de effectenbeurzen van het Rijk en betreffende de toelating van de effecten tot de notering".

Aanhef.Eerste lid.

Men schrijve aan het einde : "... en op artikel 102, vervangen door de wet van 9 maart 1989".

Derde lid.

Het zou beter zijn het lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de richtlijn 79/279/EEG van de Raad van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs, gewijzigd bij de richtlijn 82/148/EEG van de Raad van 3 maart 1982 en bij de richtlijn 88/627/EEG van de Raad van 12 december 1988;"

.../...

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I - De noteringscomités.

Voorgesteld wordt in het opschrift van hoofdstuk I, van afdeling 1, afdeling 2 en afdeling 3 het enkelvoud te gebruiken, zoals trouwens wordt gedaan in de artikelen 1 tot 18 die in dat hoofdstuk zijn samengebracht.

Artikel 1.

Het bijwoord "eventueel" heeft enkel betrekking op de facultatieve verkiezing van een of meer ondervoorzitters.

Het ambt van penningmeester is echter noodzakelijk, zowel wegens de omvang van de te innen retributies als om ervoor te zorgen dat het collegiale orgaan dat een bureau van drie leden is, kan werken.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor artikel 1, eerste lid :

"Artikel 1. Elk noteringscomité verkiest uit zijn leden een bureau samengesteld uit een voorzitter, een secretaris, een penningmeester en eventueel een of meer ondervoorzitters".

Artikel 3.

.../...

Artikel 3, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het bureau neemt de maatregelen die tot de bevoegdheid van het noteringscomité behoren, inzonderheid de schorsing en de schrapping van effecten, wanneer ze niet kunnen worden uitgesteld tot de volgende vergadering van het comité".

Artikel 4.

Artikel 4, derde lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In spoedgevallen neemt hij alle nuttige maatregelen ter bescherming van het spaarwezen die niet kunnen worden uitgesteld tot de vergadering van het bureau, inzonderheid die welke zijn bedoeld in artikel 3, tweede lid".

Artikel 4, vijfde lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt hij in al zijn functies vervangen door een ondervoorzitter of, als er geen is, door het oudstverkozen lid van het bureau".

Artikel 8.

Artikel 8, derde lid, zou in de Franse tekst beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Le comité de la cote auprès de la bourse ...".

Artikel 10.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Het Noteringscomité beraadslaagt en beslist eerst geldig als ten minste de helft van de leden ervan aanwezig is".

Op het einde van artikel 10, tweede lid, voege men eraan toe : "(van het noteringscomité), met uitzondering van het geval bedoeld in artikel 7".

Artikel 11.

Aan het slot van het tweede lid schrijve men "niet behaalt" in plaats van "niet bekomt".

Artikel 12.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 15 van het ontwerp zouden in artikel 12 ook de aanvragen om overdracht van een markt naar een andere moeten worden vermeld.

Artikel 15.

.../...

In artikel 15, eerste lid, voorlaatste regel, dient het woord "en" te worden vervangen door het woord "of".

In artikel 15, derde lid, schrijve men in de Franse tekst : "et le secrétaire ou par leur remplaçant".

Artikel 16.

In artikel 16, tweede lid, laatste regel, van de Franse tekst schrijve men : "par écrit à la suite de ces communications".

Er lijkt een discrepantie te zijn tussen de Nederlandse en de Franse tekst :

Nederlands : "... bemerkingsen die gedurende deze acht dagen ... zouden ingezonden worden".

Frans : "Au cours de cette huitaine, le Comité ... examine ...".

Voorstel : "Het Noteringscomité onderzoekt gedurende die acht dagen de schriftelijke opmerkingen die als gevolg van deze mededelingen eventueel worden ingezonden".

Artikel 17.

Op de eerste regel schrijve men : "Op zijn vroegst vijftien volle dagen ...".

.../...

Hoofdstukken II tot V.

Het gebruik wil dat :

- in de Franse tekst "section 1re", "§ 1er" wordt geschreven (artikelen 25, 26, 28, 30, 32, 34, 39 en 41);
- een artikel niet in paragrafen wordt ingedeeld als geen van die paragrafen ten minste twee leden telt (artikelen 19, 20, 23 en 41).

Artikel 19.

Artikel 19, § 1, die het eerste lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 19. Wie effecten bedoeld in artikel 22 wil doen toe-laten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk, moet daartoe bij het noteringscomité een aanvraag indienen en er de in artikel 29 vereiste stukken bijvoegen".

Artikel 19, § 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag geeft het noteringscomité aan de aanvrager kennis van zijn beslissing, bij aangetekende brief, met ontvangstbewijs. Indien binnen deze termijn aanvullende inlichtingen zijn gevraagd, wordt van de beslissing kennis

.../...

gegeven binnen drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van die inlichtingen".

Artikel 20.

Aan het slot van artikel 20, § 1, die het eerste lid wordt, schrijve men : "tot de officiële notering toe te laten, heeft eerst uitwerking nadat de Minister van Financiën de in dat artikel voorgeschreven machtiging heeft verleend".

Artikel 20, § 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De beslissing van het noteringscomité om een aan titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten onderworpen effect tot de officiële notering toe te laten, heeft eerst uitwerking nadat de Bankcommissie de in artikel 29ter, § 1, van hetzelfde besluit voorgeschreven goedkeuring heeft gegeven en nadat een prospectus is openbaar gemaakt en een bericht is bekendgemaakt overeenkomstig artikel 29, § 1, van hetzelfde besluit".

Artikel 21.

De Nederlandse tekst van artikel 21, eerste lid, dient als volgt te worden geredigeerd :

"Indien een openbare uitgifte aan de toelating van

.../...

een effect tot de officiële notering voorafgaat, kan de toelating eerst na sluiting van de inschrijvingsperiode plaatshebben".

In de Franse tekst van dat lid vervange men de woorden "celle-ci" door de woorden "cette admission".

In het tweede lid schrijve men aan het slot van de Nederlandse tekst : "... onmiddellijk tot de officiële notering worden toegelaten" en in de Franse tekst : "Par dérogation à l'alinéa 1er ...".

Het opschrift van afdeling 2 moet als volgt worden geredigeerd :

"Afdeling 2. Effecten die tot de officiële notering kunnen worden toegelaten".

Artikel 22.

De formule "Onverminderd de toepassing van ..." wordt gewoonlijk afgeraden door de afdeling wetgeving. De woorden "Onverminderd de toepassing van ..." moeten bijgevolg vervallen.

In de inleidende volzin moet het eerste voegwoord "en" vervallen en worden vervangen door een komma.

In 1E schrijve men "zetel" in plaats van "maatschappelijke zetel".

.../...

In de bepalingen onder 1E en 2E schrijve men :
"... door Belgische of buitenlandse privaatrechtelijke of
publiekrechtelijke rechtspersonen;".

Artikel 22, 2E, voegt niets toe of doet niets af aan
artikel 16, 2E, van het koninklijk besluit van 2 september 1960
houdende reglement van het Noteringscomité bij de openbare
fondsen- en wisselbeurs te Brussel.

Dezelfde opmerking geldt voor 3E.

Artikel 23.

Artikel 23, § 1, eerste lid, zou beter als volgt
worden geredigeerd :

"Art. 23. § 1. De aandelen, deelbewijzen en obligaties,
bedoeld in artikel 22, 1E, kunnen tot de officiële notering
worden toegelaten, op voorwaarde dat : ".

De bepaling onder 2E zou beter als volgt worden
geredigeerd :

"2Ede oprichting en de werking van de uitgevende instelling
in overeenstemming zijn met de wetten en verordeningen;".

De bepaling onder 3E zou beter als volgt worden
geredigeerd :

.../...

"3Ede aandelen, deelbewijzen en obligaties in overeenstemming zijn met de wetten en verordeningen en vrij kunnen worden verhandeld;".

De bepaling onder 4E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"4Eindien de aanvraag tot toelating betrekking heeft op converteerbare obligaties of op obligaties met de eraan verbonden bijzondere rechten, de onderliggende aandelen ... reeds tot de notering zijn toegelaten of tegelijk met deze obligaties tot de notering zullen worden toegelaten;".

De richtlijn staat de notering van de aandelen van een vennootschap alleen toe indien het eigen vermogen ervan ten minste een miljoen Europese rekeneenheden bedraagt, dat wil zeggen thans 42.360.000 frank.

Doordat het ontwerp van koninklijk besluit in artikel 23, 7E, de minimumgrens op 50.000.000 frank vaststelt, zal het tot gevolg hebben dat de notering aan de beurs van de aandelen van de vennootschappen met een eigen vermogen tussen 42.360.000 frank en 50.000.000 frank verhinderd wordt.

Die restrictieve toepassing van de richtlijn lijkt geoorloofd op grond van artikel 5 van de richtlijn, dat de toepassing van strengere voorwaarden toestaat.

Schema A, I, 2, derde lid, van de richtlijn luidt evenwel als volgt :

.../...

"Een Lid-Staat kan, met het oog op de toelating tot de officiële notering, voor de te verwachten beurswaarde of voor het eigen vermogen slechts een hoger bedrag eisen, indien in die Staat een andere geregelde, regelmatig werkende, erkende en open markt bestaat, waarvoor de eisen ter zake gelijk aan of lager dan de in de eerste alinea vermelde zijn".

Men kan zich afvragen of de maandelijkse openbare verkopeningen, waarop men de aanbiedingen van elk soort effect kan noteren, kunnen worden beschouwd als een markt die beantwoordt aan de vereisten bepaald in schema A, I, 2, derde lid, van de richtlijn.

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 24, 7E, van het ontwerp.

In de bepaling onder 9E schrijve men in fine : "overeenkomstig het recht dat op haar toepasselijk is, ...".

De bepaling onder 10E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"10Ede effecten in een of meer Lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap worden genoteerd en er regelmatig en doorlopend worden verhandeld of in een ander land worden genoteerd en er bovendien regelmatig en doorlopend worden verhandeld".

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De aandelen en deelbewijzen, uitgegeven door

.../...

vennootschappen die zijn onderworpen aan de wetgeving van een Staat die geen lid is van de Europese Economische Gemeenschap mogen alleen tot de officiële notering worden toegelaten, zonder dat ze genoteerd zijn in het land van herkomst of van voornaamste verspreiding, indien dat ontbreken van notering niet te wijten is aan de noodzaak de beleggers te beschermen".

Artikel 24.

Bij 3E en 4E is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is bij artikel 23, 2E en 3E.

In de bepaling onder 10E is de aldaar gestelde voorwaarde niet duidelijk, inzonderheid vanwege de woorden "waaronder in elk geval België;".

De ontworpen tekst behoort te worden herzien.

Artikel 25.

De Franse tekst van artikel 25, § 1, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

", si à la suite de modifications de la contrevaletur en francs belges de l'ECU, ces montants sont, ...".

Deze opmerking geldt ook voor het tweede lid van

.../...

dezelfde paragraaf.

Artikel 26.

Men schrijve in paragraaf 1, eerste lid, "bedoeld in artikel 23, § 1, 10E ..." en in de Franse tekst van het tweede lid, "sur la base d'autres critères que ceux qui sont visés à l'alinéa 1er".

Artikel 27.

Op de vierdelaatste regel schrijve men in de Franse tekst : "dont la cotation est demandée, établisse qu'elle respecte les dispositions ...".

Artikel 28.

In paragraaf 1, eerste lid, 4E, schrijve men na de woorden "het jaar van terugbetaling (lees : het jaar van aflossing)" de woorden "en indien hij verschilt van de nominale waarde, de aflossingsprijs alsmede, in voorkomend geval, de voorwaarden voor de uitoefening van de (warrants) vermelden;".

Het woord "warrants" wordt hier gebruikt in een andere betekenis dan die welke wordt omschreven in artikel 1 van de wet van 18 november 1862 houdende invoering van het warrantstelsel.

.../...

Het dient derhalve te worden vervangen door een woord of een zinsdeel dat uitdrukkelijker verwijst naar de aldus bedoelde rechten.

In de bepaling onder 10E, g, schrijve men : "... en veiligheidsdraden, zichtbare en onzichtbare guilloches, chemische veiligheidsreacties en alle andere elementen bevatten die namaak en vervalsing nog beter kunnen voorkomen".

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men : "In afwijking van het eerste lid, 1E, moeten de effecten waarvan de nummering door optische lezing geschiedt, ...".

Paragraaf 1, derde lid, zou als volgt gesteld moeten worden : "In afwijking van het eerste lid, 1E, en van het tweede lid, telt het couponblad van de certificaten aan toonder beoogd in artikel 22, 2E, die gewoonlijk aanleiding geven tot toekenning van een maandelijks of driemaandelijks dividend, maximaal 60 coupons en, indien de certificaten via optische lezing genummerd worden, maximaal 54 coupons".

In paragraaf 1, vierde lid, schrijve men : "De vermelding ... bedoeld in het eerste lid, 4E, wordt vervangen door die van :

1E... ;

2Ede criteria die het mogelijk maken ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

.../...

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk III als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk III. Plichten van vennootschappen, van rechtspersonen waarvan de effecten genoteerd zijn en van vennootschappen die een gemeenschappelijk beleggingsfonds waarvan de certificaten genoteerd zijn, beheren of besturen".

+

Artikel 30.

In paragraaf 1, 1E, a), schrijve men :

"a) binnen drie maanden, van alle wijzigingen die zich in hun statuten en in het bestaan van de vennootschap hebben voorgedaan;".

In paragraaf 1, 1E, b), behoort er te worden geschreven :

"b) vo, 'o, 'r de verval dag, van iedere betaling gedaan tegen afgifte van geknipte coupons";.

Hetzelfde tekstvoorstel geldt voor artikel 31, 1E, b).

Het zou beter zijn d) als volgt te redigeren :

"d) jaarlijks, in voorkomend geval, van de staat ..., met opgaaf

.../...

van de redenen die ...;".

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 30, § 2, 1E, d).

Artikel 32.

De in artikel 32, § 1, bedoelde vergoeding is slechts dan geoorloofd als het gaat om effecten waarvan de opneming in de notering niet verplicht is.

Indien de opneming in de notering van een effect daarentegen verplicht is, zou de voorgeschreven vergoeding een belasting zijn ten behoeve van de Staat, die volgens artikel 110, eerste lid, van de Grondwet, door de wet moet worden ingevoerd.

In dat geval kan de door artikel 32, § 2, tweede lid, aan de minister gegeven bevoegdheid om het bedrag van de jaarlijkse bijdrage aan te passen, hem slechts dan worden verleend als bij die aanpassing een objectief criterium wordt gehanteerd, zoals bijvoorbeeld het indexcijfer der consumptieprijsen.

Artikel 33.

Artikel 33 verleent het Noteringscomité de bevoegdheid om de toelating tot de notering van een effect te verbinden aan de voorwaarden die specifiek daarvoor zouden

.../...

gelden.

De regel op zichzelf is niet strijdig met de gelijkheid van behandeling, doch het gebruik dat ervan zou worden gemaakt zou, in voorkomend geval, kunnen indruisen tegen het gelijkheidsbeginsel dat vervat is in artikel 6 van de Grondwet, in zoverre de opgelegde voorwaarde niet zou overeenstemmen met een bijzondere situatie.

Onder dit voorbehoud is het beter te schrijven :

"Art. 33. Alleen ter ...".

Verder is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst, daar er in de Nederlandse tekst sprake is van het "spaarwezen" en in de Franse tekst gewag wordt gemaakt van "de bescherming van het publiek".

De bedoeling van de indieners van het ontwerp lijkt beter tot uitdrukking te komen in het begrip "spaarwezen".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor artikel 33 :

"Art. 33. Alleen ter bescherming van het spaarwezen kan het Noteringscomité de toelating tot de notering van een bepaald effect verbinden aan welke voorwaarde dan ook die specifiek is voor dat effect. Het betekent die voorwaarde in de vorm en binnen de door artikel 19, § 2, voorgeschreven termijn aan degene die de toelating tot de notering aanvraagt, aan de rechtspersoon op wiens effecten de aanvraag betrekking heeft

.../...

of aan de vennootschap die het beheer voert over het gemeenschappelijk beleggingsfonds waarvan de deelbewijzen het voorwerp zijn van de aanvraag".

Artikel 34.

In de paragrafen 1 tot 5 van artikel 34 wordt aan het Noteringscomité de bevoegdheid verleend om af te wijken van de in de artikelen 22, 23 en 24 gestelde toelatingsvoorwaarden. Dit recht om af te wijken sluit uit dat het Noteringscomité een verordeningsbevoegdheid uitoefent.

In dat verband dient er in herinnering te worden gebracht dat artikel 7 van de richtlijn van de Raad 79/279/EEG van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs, het volgende bepaalt :

"Wanneer overeenkomstig de schema's A en B afwijkingen van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering worden toegestaan, moeten die afwijkingen algemeen toepasselijk zijn voor alle uitgevende instellingen voor zover de omstandigheden uit hoofde waarvan zij worden toegestaan gelijksoortig zijn".

Om te voorkomen dat het Noteringscomité op een wijze die discriminerend is gebruik maakt van zijn bevoegdheid om afwijkingen toe te staan, dient het ontworpen besluit de in het voormelde artikel 7 vervatte regel over te nemen. Om te kunnen nagaan of die beslissing is genomen in het belang van het spaarwezen zoals wordt voorgeschreven door artikel 34, § 1, zouden de beslissingen om afwijkingen toe te staan met redenen

.../...

omkleed moeten worden.

Bovendien zou het ontworpen besluit later moeten worden gewijzigd rekening houdende met de toegestane afwijkingen, om te zorgen voor een eenvormige toepassing van de afwijkingen. Zo dit niet geschiedt, zouden die afwijkingen openbaar moeten worden gemaakt opdat iedereen er zich van kan vergewissen dat hij op dezelfde wijze wordt behandeld.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, schrijve men op de tiende regel van de Franse tekst van artikel 34, § 5, "et lorsque la transparence des transactions ...".

Artikel 35.

Men schrijve :

"Art. 35. Het Noteringscomité mag de toelating van een effect tot de officiële notering weigeren, wanneer het meent dat die toelating nadelig kan zijn voor de belegger of voor de goede werking van de markt of wanneer de vennootschap of de rechtspersoon wiens ... aanvraag tot toelating of de vennootschap die het beheer voert over het gemeenschappelijk beleggingsfonds waarvan ... de aanvraag tot toelating, hun verplichtingen die voortkomen uit de officiële notering van die effecten op een andere beurs, niet nakomen".

Artikel 36.

.../...

In het eerste en het tweede lid behoort het woord "reglement" te worden vervangen door het woord "besluit".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 38, 39, §§ 1 en 2, 40 en 42.

Artikel 38.

Artikel 38 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 38. Het Noteringscomité mag het publiek ervan in kennis stellen of laten stellen dat natuurlijke personen of rechtspersonen de hun door boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel of door dit besluit opgelegde verplichtingen niet nakomen of ... dit besluit in het belang van het spaarwezen doet".

Artikel 43.

Het slot van het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... eisen dat er een vertaling in een landstaal bijgevoegd wordt, opgemaakt door een beëdigd vertaler".

Artikel 44.

.../...

De drie besluiten moeten naar tijdsorde gerangschikt worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 44. Opgeheven worden :

1E het koninklijk besluit van 25 mei 1937 ...;

2E het koninklijk besluit van 22 november 1950;

3E het koninklijk besluit van 2 september 1960 ...".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET,
J.-C. GEUS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.